

## Secrétariat général

Institut de la gestion publique et du développement économique

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS

### Décision portant désignation des membres du comité pour l'histoire économique et financière de la France

La secrétaire générale par intérim du ministère de l'économie et des finances, de l'action et des comptes publics,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2001 portant création de l'Institut de la gestion publique et du développement économique modifié en dernier lieu par l'arrêté du 18 mai 2009;

Sur la proposition de la directrice générale de l'Institut de la gestion publique et du développement économique,

Décide :

#### Article 1<sup>er</sup>

Sont désignés membres du Comité pour l'histoire économique et financière de la France, pour une durée de trois ans :

M. ARKWRIGHT (Edward), administrateur du Sénat, ancien directeur de la stratégie à la CDC, directeur général exécutif du groupe ADP, en charge du développement, de l'ingénierie et de la transformation;

Mme BADEL (Laurence), professeure des universités à Paris I;

Mme BARATIN (Charlotte), inspectrice des Finances;

M. BEZES (Philippe), directeur de recherche au CNRS au Centre d'études européennes de Sciences-Po;

M. BLANCHETON (Bertrand), professeur en sciences économiques à l'université de Bordeaux;

M. BUSSIÈRE (Éric), professeur des universités à Paris IV;

Mme CONCHON (Anne), professeure des universités à Paris I;

Mme DESCAMPS (Florence), maître de conférences HDR à l'École Pratique des Hautes Études (EPHE);

M. DESCHEEMAËKER (Christian), président de chambre honoraire à la Cour des comptes, président du Comité d'histoire de la Cour des comptes;

Mme DRUELLE-KORN (Clotilde), maître de conférences HDR à l'université de Poitiers;

Mme EFFOSSE (Sabine), professeure des universités à Paris Ouest Nanterre La Défense;

M. FEIERTAG (Olivier), professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen;

M. FRIDENSON (Patrick), directeur d'études émérite à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS);

M. GARNIER (Florent), professeur d'histoire du droit et des institutions à l'université de Toulouse I;

M. GRISET (Pascal), professeur des universités à Paris IV;

M. HAUTCOEUR (Pierre-Cyrille), directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), professeur à l'École d'économie de Paris;

Mme LEGAY (Marie-Laure), professeure des universités à Lille 3;

Mme LEMONDE (Anne), maître de conférences à l'université de Grenoble Alpes;

M. LESCURE (Michel), professeur des universités émérite à Paris-Ouest-Nanterre-La Défense;

M. MARGAIRAZ (Michel), professeur des universités à Paris I;

M. MATTÉONI (Olivier), professeur des universités à Paris I;

M. de OLIVEIRA (Matthieu), maître de conférences HDR à l'université de Lille 3;

Mme QUENNOUELLE-CORRE (Laure), directrice de recherche au CNRS;

Mme TOUCHELAY (Béatrice), professeure des universités à Lille 3;

Mme TOUZERY (Mireille), professeure des universités à Paris-Est Créteil.

Article 2

La présente décision est publiée au *Bulletin officiel* de l'administration centrale des ministères économiques et financiers

Fait le 28 octobre 2019.

*La secrétaire générale par intérim,*  
MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN